L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 3 FEVRIER 1893. 66me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres

Dufour & Bonnet,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 3 FEVRIER 1893.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes Ventes et Locations, etc. qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 2e page.

France--Italie.

Nous lisons, dans le *Journal des Débats* du 21 janvier :

C'est un bien curieux document que la lettre adressée par M. le comte d'Haussonville à M. Edouard Hervé et reproduite dans notre numéro d'hier. On dirait qu'elle a été rédigée par deux personnes différentes, que ces deux personnes n'ont pas pris la précaution de s'entendre avant d'écrire, et qu'on a mis leurs œuvres bout à bout sans les raccorder. Vous commencez la lecture ; vous apprenez, dans la première partie de la lettre, que la France est profondément dégoûtée du régime républicain, qu'elle n'a plus confiance ni dans l'honnêteté, ni dans la fermeté du gouvernement, que cette situation impose de "grands devoirs au parti royaliste, que d'ailleurs, pour remédier aux maux dont souffre le pays, "l'organisation monarchique suffit," qu'elle est "toute prête," et que c'est "la seule qui existe sérieusement." Vous lisez tout cela et vous croyez pouvoir deviner la conclusion. Le Manifeste va finir évidemment par un énergique appel aux armes. On va conjurer les monarchistes de frapper le dernier coup et de marcher hardiment, leur drapeau déployé aux élections générales prochaines. Pas du tout. Ici intervient le second rédacteur. "Mon sentiment actuel, dit cet homme prudent, est que, à moins d'événements imprévus, les monarchistes feront mieux de ne pas "mettre la forme de gouvernement en cause devant les électeurs. Le pays "leur saura gré de cette abnégation, et "ils montreront par là qu'ils ne sont ni "des hommes de parti ni des égoïstes."

Voilà, évidemment, deux écrivains qui ne sont pas d'accord. L'un affirme que la France est mûre pour la monarchie ; l'autre ajoute qu'il faut bien se garder d'avoir l'air d'attaquer la République. Le premier déclare que l'organisation royaliste est toute prête, et même qu'il n'en existe pas d'autre ; le second avoue que cette organisation a encore besoin d'être "complétée" fortifiée et "préparée pour la bataille", qu'en attendant, le meilleur parti à prendre est de travailler "silencieusement" et d'éviter les démonstrations bruyantes, de cacher avec soin la cocarde et de dissimuler le monarchiste sous le "conservateur." Vier à bras commence le discours ; c'est Machiavel qui l'achève, et leur langage n'a de commun que la parfaite élégance de la forme. Nous sommes assez loin des retentissantes déclarations de Nîmes et de Toulouse. Celles-là duraient de la première jusqu'à la dernière ligne du discours. On était alors à quelques années de distance des élections générales, et le ton des manifestations royalistes s'en ressentait. Il était fier, cassant ; il sonnait comme un coup de clairon. A mesure que le renouvellement de la Chambre approche, la fanfare devient moins guerrière : elle fuit sur des notes de moins en moins éclatantes. Nous avons vu se produire, en 1889, à peine neuf dixaine de candidatures de Droite nettement royalistes ; on sait comment s'intitulaient les autres, et quelle consigne leur avait été donnée, et sur quelles alliances elles s'appuyaient. Cette fois encore, malgré Carmaux, malgré Panama, il semble que dans ne sojons pas destinés à voir éclater sur les murs beaucoup de professions de foi monarchistes. Ce sera une preuve d'abnégation, dit M. le comte d'Haussonville. L'expression est jolie. On en pourrait trouver d'autres plus exactes.

Si la lecture du Manifeste nous a amusés, elle a dû inspirer quelque orgueil, et aussi quelque défiance à ceux qu'on appelle les "ralliés". Naguère, dans le camp royaliste, on traitait ces transfuges avec beaucoup de rigueur et de dédain ; on raillait leur isolement ; on se moquait de leur impuissance ; on qualifiait leur évolution de "suicide". Maintenant, on tient à leur sujet un tout autre langage : en leur offre des sacrifices "momentanés" pour s'assurer leur alliance : on ne les attaque plus ; on essaye de se cacher derrière eux. C'est un hommage rendu à leur force, et ils ne pourront qu'en être flattés. C'est en même temps une manœuvre et il ne faut pas qu'ils s'y laissent prendre. Les récentes déclarations de M. Piou et de M. Robert Mitchell ont été très nettes et très loyales. Si elles n'ont pas reçu de la majorité républicaine de la Chambre et du gouvernement un accueil aussi cordial que nous l'aurions désiré, peu importe après tout ; elles ne s'adressaient ni aux députés ni aux ministres. Elles ont produit un grand effet parce qu'elles avaient la valeur d'un programme politique, et ceux-là même qui, comme nous, ne partagent pas sur tous les points les idées des "ralliés" se sont félicités de voir se former, sous le drapeau de la République définitivement accepté un autre parti de lutte à outrance contre les hommes de désordre, contre les socialistes et les radicaux leurs alliés. Ce parti ne se constituera solidement, il n'aura d'action sur l'opinion publique, il ne pourra compter sur la sympathie et le concours des républicains libéraux que si son attitude ne donne prise à aucune équivoque. Plus les monarchistes affecteront de se confondre avec lui, plus il devra marquer nettement ce qui le sépare d'eux. On cesse de le combattre, ce qui n'était pas bien dangereux, et on va essayer de le compromettre, ce qui l'est peut-être davantage. Souhaitons qu'il ait assez de clairvoyance, de franchise et de courage pour déjouer cette tactique.

Les dépêches de notre correspondant de Rome et la lettre que nous avons publiée hier nous ont annoncé que l'on a enfin trouvé en Italie une solution à la question des banques d'émission : la Banque nationale, la Banque nationale toscane et la Banque toscane de crédit ont fusionné sous le nom de Banque d'Italie, et elles ont absorbé également la Banque romaine, ne laissant plus subsister dans le pays que deux banques d'émission, celles de l'ancien royaume de Naples et la Banque de Sicile. Tel est l'arrangement qui vient d'être pris entre ces différents établissements financiers et que le gouvernement, mod fiant son opinion qui avait été longtemps favorable au *statu quo*, a approuvé.

Dès la rentrée, le Parlement va être saisi de l'affaire ; c'est à lui, en effet, de décider en dernier ressort. Un débat s'engagera donc, on sera agitée la question des avantages ou des inconvénients de la pluralité des banques d'émission, et assurément des théories élevées seront apportées à la tribune et de grands principes invoqués éloquemment par les orateurs. Mais sans doute faudra-t-il rabattre quelque chose de cette rhétorique, et les partisans du pro et du contra n'en iront pas plus loin dans leurs intentions. Ce n'est ni des publications de quarante jours à la porte à chaque [illegible] ni des [illegible] qui [illegible] la [illegible] ; [illegible] ; [illegible] ;